Stop aux violences sexistes et sexuelles au travail et dans toute la société ! Le 25 novembre et toute l'année !

Union syndicale Solidaires

Il y a 4 ans presque jour pour jour, déferlait sur le monde une tempête nommée #MeToo ou #BalanceTonPorc. Elle ne s'est pas arrêtée à la porte des entreprises. Mais il reste encore beaucoup à faire pour l'égalité femme/homme, comme en matière de lutte contre le sexisme et les violences faites aux femmes, sur nos lieux de travail et plus largement dans la société.

Sexisme et culture du viol ancrés dans la société…
Que ce soit dans la rue, le métro, au sein de nos familles ou de nos couples, ou encore au travail, les agressions, harcèlements, violences sexistes et sexuelles, pouvant aller jusqu'aux féminicides, nous touchent toutes à des degrés divers.
En 2021, en France, 1 femme sur 2 a déjà subi des violences sexuelles. Depuis le début de l'année, 100 femmes ont été tuées par leur (ex-) conjoint. 164 000 femmes sont concernées par des violences physiques au sein du couple. Plus de 72000 ont été violées et près de 500 000 ont été agressées sexuellement.
Les femmes cis ou trans et toutes les minorités de genre, les femmes réfugiées, migrantes, sans papiers, les femmes en situation de handicap, les femmes précaires (70% des précaires sont des femmes), celles qui sont sans ressources, internées, détenues, les femmes âgées et les enfants sont particulièrement vulnérables aux violences patriarcales.
Les violences et attaques lesbophobes et transphobes sont sans cesse en augmentation. 80% des élèves trans sont victimes de

harcèlement et cela pousse certain·es au suicide.

… et dans les entreprises !

Le monde du travail ne fait pas exception. Les remarques indécentes répétées, blagues sexistes, affichage et fresques pornographiques, injures sexistes, attitudes et gestes non sollicités sont encore le quotidien de nombreuses travailleuses. Ces violences ont des conséquences grave en terme de risques psychosociaux.
Dans les cas d'agressions sexuelles et de harcèlement, les victimes se confrontent encore trop souvent à des directions qui tentent de leur mettre des bâtons dans les roues.
Pire, elles doivent souvent se battre pour que les rôles ne soient pas inversés, leurs agresseurs étant considérés comme des victimes et elles, comme des coupables…

À l'international
Les droits à l'autonomie et à la santé sexuelle et reproductive ne sont guère respectés, voire reculent dans le monde. L'accès à l'avortement reste toujours innaccessible pour des millions de femmes et 47 000 en meurent chaque année dans le monde. Et ce droit est sans cesse remis en cause. Les violences obstétriques sont encore niées.
Les femmes autochtones et indigènes sont confrontées à des actes de violence : leur vie est en danger à cause du sexisme et du racisme. Des centaines d'entre elles disparaissent et sont tuées dans l'indifférence et l'impunité.
Dans plus d'un tiers des pays, l'homosexualité est pénalisée. L'homophobie et la transphobie tuent (375 personnes trans ont été assassinées depuis le début de l'année, 96% d'entre elles étaient des femmes trans ou des personnes transféminines).

Pour des millions de femmes, en France et partout dans le monde, demain doit être différent.

Pour l’Union syndicale Solidaires, il faut s’attaquer au système patriarcal partout et constamment, dès l’école maternelle, dans la rue, dans les médias, dans les entreprises, au travail comme dans toutes les organisations collectives. C’est ce système qui « autorise et tolère » socialement les conduites de dominations, de violences envers les femmes et minorités de genres allant jusqu’à la mort de plusieurs dizaines d’entre elles chaque année.

Assez de blabla, des actes et des moyens pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles !
La parole des femmes et des personnes LGBTQI+ doit être entendue par des personnels formés, des tribunaux spécialisés. Les moyens pour la justice, l’accueil d’urgence et l’accueil longue durée, quel que soit leur situation, avec ou sans papiers, étrangères comme françaises doivent être augmentées à la hauteur des besoins.

Au travail, dans le public comme dans le privé, des moyens doivent être accordés pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Il faut aussi mettre fin à l’impunité des agresseurs, quels qu’ils soient, et d’autant plus quand ils sont au gouvernement ! La France doit aussi ratifier la Convention 190 de l’OIT qui contraint les employeurs à prévenir et sanctionner le harcèlement sexuel et à donner des droits aux femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales.

De nouveaux droits, pour protéger les femmes victimes de la violence domestique, à l’instar du congé de 6 mois, sans perte d’emploi, obtenu par les métallurgistes brésilien·es doivent être donnés.

Partout, dans l’éducation, dans les entreprises, doivent être développées des campagnes de prévention obligatoires et régulières pour des comportements non sexistes, à l’inverse de ce que fait le Ministre de l’éducation qui préfère conseiller des tenues « républicaines » aux filles, leur enjoignant ainsi

d’intégrer le schéma sexiste et patriarcal d’un contrôle de leur corps.

Et pour celà il faut un budget à la hauteur de ces ambitions, et nous réclamons comme d’autres organisations féministes **un vrai milliard** pour enfin stopper cette horreur !

Pour accélérer et imposer la mise en place de ces mesures, il faut être nombreuses et nombreux à se retrouver dans la rue. On vous donne rendez-vous à la manifestation nationale à Paris le samedi 20 novembre à 14h place de la République et dans les nombreuses initiatives prises un peu partout en France autour du 25 novembre, journée internationale pour l’élimination des violences à l’égard des femmes !

Pas une de moins !
(ni una menos !)

